



LE 2 AVRIL LES RETRAITÉ·ES SE FONT ENTENDRE !

L'UCR-CGT appelle les retraité·es à se mobiliser et à participer aux manifestations et initiatives organisées sur l'ensemble du territoire, dans une démarche unitaire avec la FSU, Solidaires et les associations LSR, FGR, Ensemble & Solidaires.

RASSEMBLEMENT À MELUN Jeudi 2 avril 2026 • 10 h 30 Préfecture de Seine-et-Marne

Élections municipales : répondre aux urgences sociales

Les résultats des élections municipales interviennent dans un contexte social et démocratique particulièrement préoccupant. L'abstention élevée au 1er tour confirme la profonde colère qui traverse le pays.

La CGT retraité·es, attachée à ses valeurs de solidarité et de démocratie, a fait connaître des propositions sociales auprès des candidat·es aux municipales, hors Rassemblement national :

- développer les services publics ;
- investir dans le logement et la rénovation énergétique ;
- développer les transports collectifs ;
- renforcer l'action sociale et l'accès à la culture ;
- répondre aux besoins de soins de proximité par la mise en place de centres de santé publics.

La commune est le premier échelon de la démocratie. Elle incarne le mieux la proximité et la réponse aux besoins de l'intérêt général.

Les choix politiques faits dans les municipalités et les communautés d'agglomération ont des conséquences directes sur la vie quotidienne.

Pourtant, depuis des années, les collectivités territoriales sont mises à mal par des réformes réduisant leurs moyens financiers, notamment par la suppression de la taxe professionnelle, de la taxe

d'habitation et d'une partie de la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises).

Dernièrement, le gouvernement Le Cornu, dans le cadre du budget 2026, a décidé de ponctionner 2 milliards d'euros sur les dépenses des collectivités locales.

La question sociale au cœur des résistances et des mobilisations !

Dans un contexte politique national et international qui cultive la peur, pousse au repli et à l'abandon, l'expression revendicative des besoins pour bien vivre sa retraite reste déterminante pour le plus grand nombre de retraité·es.

Pensions – retraites : ça ne va pas !

Avec une augmentation des retraites de base de 0,9 % au 1er janvier 2026, au titre de l'inflation de l'année 2025, et de 0 % pour la retraite complémentaire AGIRC-ARRCO, **le patronat et certains responsables politiques voudraient nous faire croire que les retraité·es sont non seulement privilégié·es, mais aussi responsables du déficit de la France.**

La réalité, c'est que 60 % des 17 millions de retraité·es touchent moins que le Smic (1 812 €), et que 30 % d'entre eux et elles vivent avec moins de 1 000 € par mois, dont 74 % sont des femmes.

Le Medef se dit disponible pour discuter d'une éventuelle augmentation de l'AGIRC-ARRCO, mais pour 2027, en échange d'une réduction de 1 milliard d'euros des indemnités chômage.

Ce chantage est inacceptable. Pas question d'avoir encore une « année blanche » en 2026 pour les retraité·es. D'autant que le gouvernement n'a pas abandonné sa volonté d'économiser 5 milliards d'euros sur le dos des retraité·es : gel des pensions de base d'ici 2030, suppression de l'abattement fiscal de 10 % pour 11 millions de retraité·es, augmentation de la CSG.

L'UCR-CGT s'oppose à toute diminution du pouvoir d'achat des retraité·es et revendique une revalorisation immédiate de toutes les pensions de 10 %, intégrant les pertes cumulées depuis 2020, ainsi qu'une augmentation de 300 € des pensions minimales (Mico).

Sécurité sociale et système de santé : ça ne va pas !

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026 a entériné un budget qui ne répond pas aux besoins d'accès à la santé. Avec une augmentation de 3 %, alors que les besoins nécessitent plus de 5 % pour maintenir le système de santé et les hôpitaux publics, cela risque de se traduire par des suppressions de lits, de postes de soignant·es et de médecins généralistes.

L'UCR-CGT revendique l'urgence de maintenir une Sécurité sociale disposant d'un budget à la hauteur des besoins pour permettre l'accès aux soins pour toutes et tous et répondre au défi du vieillissement de la population, avec 30 % de retraité·es d'ici 2050.

La question du droit à l'autonomie des personnes âgées nécessite 200 000 embauches dans les Ehpad et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

Les services publics : ça ne va pas !

Nombreux et nombreuses sont les usager·es et retraité·es qui se mobilisent.

Pour défendre et porter les besoins, notamment dans les domaines de la santé, de l'action sociale, de la petite enfance, des transports collectifs et de l'accès aux administrations publiques, il faut garantir un accès effectif pour toutes et tous, avec le maintien des guichets et de l'accueil physique.

Ce sont bien des services publics de proximité, avec du personnel en nombre et formé, dont nous avons toutes et tous besoin.

Face à la paupérisation de la population, et des retraité·es en particulier, face aux nombreuses revendications restées sans réponse de la part des pouvoirs publics et du patronat avide d'exonérations sociales et d'aides publiques, la mobilisation est et sera toujours nécessaire.

NOS EXIGENCES IMMÉDIATES

- 10 % d'augmentation immédiate de toutes les pensions ;
- 300 € d'augmentation des pensions minimales ;
- un budget de Sécurité sociale à la hauteur des besoins ;
- des services publics de proximité avec des guichets et de l'accueil physique.

LE 2 AVRIL, LES RETRAITÉ·ES SE FONT ENTENDRE !

RASSEMBLEMENT à MELUN ,
Le 2 avril 2026, à 10h30
Préfecture de Seine et Marne